5 décembre et au-delà : ni faiblesse ni complaisance

Nous serons toutes et tous en grève

Macron déclare qu’il n’aura « aucune forme de faiblesse ou de complaisance » confronté aux annonces de grèves à partir du 5 décembre. Dans les faits il tente de désamorcer la mobilisation en évoquant les seuls régimes spéciaux et leur mobilisation alors que le système à points est loin de faire l’unanimité, les salarié-es et les retraité-es commençant à comprendre qu’ils et elles seront tous et toutes pénalisé-es par cette réforme. A preuve, les nombreux appels à la mobilisation à partir de cette date dans tous les secteurs professionnels avec des intersyndicales CGT-FO-Solidaires-FSU et des organisations de jeunes.

Le gouvernement a essayé de bien emballer sa réforme en vantant « l’universalité, l’équité, la confiance, la concertation… ». Mais c’est un mensonge.

Dans les faits, le gouvernement organise le dépeçage des régimes actuels, non pas pour plus de justice mais pour baisser les droits de la totalité des salarié-es comme des fonctionnaires :

- En prenant en compte la totalité de la carrière à la place des meilleures années ou du dernier indice. Pour ne pas être pénalisé, il faudrait avoir du début à la fin de sa carrière le même salaire (élevé de préférence)…

- Et plus important encore, il veut bloquer la part de la richesse nationale à distribuer aux retraité-es d’aujourd’hui et de demain. En figeant la part consacrée aux retraites qui devra être répartie entre des retraité-es de plus en plus nombreux, il organise tout simplement la baisse du niveau de la pension par rapport au salaire. Il touchera aussi la pension des retraité-es actuel-les qui pourraient ne pas voir leur pension revalorisée. Dans le même temps il oblige celles et ceux qui ont un emploi à travailler plus longtemps, c’est-à-dire qu’il participe à l’augmentation du chômage et à une mauvaise répartition du temps de travail.

Tout le monde va subir ce double effet dévastateur. Et donc tout le monde va vraiment être pénalisé.

La défense qu’il affiche pour les « petites retraites » ou « les retraites des femmes » est dramatique et fausse.

Pour l’Union syndicale Solidaires la justice, ce n’est pas prendre aux un-es pour donner aux autres dans une enveloppe inchangée, c’est corriger les injustices actuelles et augmenter les ressources du système. C’est à dire supprimer les exonérations de cotisations sociales, qui n’ont jamais créé d’emplois mais provoquent des difficultés financières pour la Sécurité sociale, augmenter les cotisations patronales et taxer le capital et les revenus qui ne cotisent pas aux régimes de retraite.

C’est là qu’est la justice sociale : dans un système rénové qui permette à chacun-e de vivre dignement, de rechercher l'égalité entre les hommes et les femmes, aux ancien-nes de partir en bonne santé et aux jeunes d'avoir des emplois plutôt que d'être condamné-es à fournir du travail gratuit ou peu payé.

**Alors nous non plus, nous n’aurons ni faiblesse ni complaisance envers ce gouvernement, le 5 décembre et les jours suivants, nous serons tous et toutes en grève, en assemblées, en mouvement, en manifestations.**